

La France sous les projecteurs: Un appel urgent pour réinventer la coopération sanitaire en Afrique

Le mardi 20 juin 2023, l'Académie Nationale de Médecine a fait entendre sa voix de manière officielle à travers [un rapport](#) adopté par une majorité de 65 voix pour, 6 voix contre et 7 abstentions. Ce rapport, porteur d'une prise de position claire, met en lumière les lacunes et les défis auxquels la coopération sanitaire française est confrontée dans ses relations avec les pays à ressources limitées.



Malgré un passé glorieux de collaboration et d'expertise, la France semble ne plus être à la hauteur des attentes de ces nations en termes de soutien sanitaire. L'histoire de la France dans le domaine de la coopération sanitaire avec les pays en développement remonte à plusieurs décennies. L'expertise médicale, les financements substantiels et les partenariats de recherche ont constitué les piliers de cette relation. Cependant, [le rapport](#) évoque un écart grandissant entre les promesses et la réalité de cette collaboration.

Le rapport pointe du doigt des choix stratégiques qui ont préféré privilégier les activités multilatérales au détriment des actions bilatérales insuffisamment financées. Cette

approche a conduit à un manque de programmation, de coordination, de suivi et d'évaluation des projets.

En conséquence, le soutien aux maladies chroniques non transmissibles ainsi qu'à la lutte contre les carences chirurgicales est demeuré insuffisant a mentionné le rapport.

L'expertise française, qui a longtemps été un atout majeur, ne parvient plus à répondre aux besoins de gouvernance des organismes internationaux, à la formation en santé mondiale et à la coordination des actions sur le terrain, tout en interagissant avec les partenaires européens.

Face à ces constats, [le rapport](#) émet des recommandations cruciales pour rétablir la cohérence, l'efficacité et la visibilité de la coopération sanitaire française. L'une des propositions phares consiste à mettre en place un Haut Conseil en Santé mondiale. Ce conseil serait chargé de définir, élaborer, suivre et évaluer une stratégie globale de coopération sanitaire entre la France et les pays à ressources limitées. Cette initiative pourrait offrir une plateforme pour une planification à long terme, une coordination efficace et une mise en œuvre judicieuse des projets de santé.

Retenons que le rapport de l'Académie Nationale de Médecine sonne comme un appel à l'action pour la France afin qu'elle revitalise sa coopération sanitaire avec les pays à ressources limitées. L'objectif est de rétablir un partenariat solide, engagé et efficace, tout en faisant face aux défis émergents et en garantissant que l'expertise française continue de jouer un rôle majeur dans la santé

mondiale.

Megan Valère SOSSOU

Vaccination contre la COVID-19 : UNICEF Benin prime les meilleures productions, projets et challenges

Alors que le taux de vaccination peine à s'élever au Bénin, les actions ne cessent de se multiplier pour une meilleure couverture de vaccination. C'est ainsi que des concours médias, des appels à projets et des challenges ont été initiés par l'UNICEF en partenariat avec l'UNFPA, l'INSIDE, l'OMS et le gouvernement du Bénin avec le soutien de l'ambassade de France, afin d'inciter et de mobiliser la population, à se faire vacciner. À l'apothéose de la remise des prix le vendredi 18 novembre 2022 au siège de l'UNICEF à Cotonou, les lauréats sont repartis avec plus de quatre millions de Fcfa.



À ce jour, le Bénin est à environ 30 % de couverture vaccinale (au lieu d'une prévision de 60, voire 70 %), un des plus hauts de la sous-région certes. Mais il est resté stable depuis un bon moment en raison de la déformation au sujet de la vaccination. Une situation qui préoccupe plus d'un et qui urge d'être résolue pour le bien-être de la population béninoise. « Le besoin d'une redynamisation de la stratégie de mobilisation communautaire s'est donc imposé », a souligné

le représentant de la représentante résidente de l'UNICEF au Bénin, dans son discours. C'est à la suite de ce besoin que l'UNICEF avec l'accompagnement de ses partenaires, grâce aux financements du gouvernement français, a jugé important de mettre les médias et les jeunes au cœur de cette stratégie de mobilisation pour la vaccination. Ainsi, plusieurs actions ont été menées, dont la formation de plus de 200 jeunes de U-Reporter et 100 journalistes dans tous les départements du Bénin sur l'importance de la vaccination et les techniques de vérification de l'information afin de partager des informations fiables pour encourager le public à se faire vacciner. Ce rendez-vous est donc venu reconnaître et célébrer les lauréats et les différentes initiatives, notamment le concours des meilleures productions médiatiques sur la vaccination contre la COVID-19, le concours vaccinons-nous et celui, embarquons-nous pour la vaccination. Des concours qui visent à encourager le public à se faire vacciner et à lutter contre la désinformation.

Une cagnotte de plus de 4 millions Fcfa pour les lauréats

À l'issue de ces concours, 58 projets ont été reçus et 254 participants pour les concours. De sept projets retenus, trois équipes sont sorties gagnantes. Il s'agit des projets : « Vacciner et protéger », le premier qui repart avec 1.500.000 Fcfa; « Tous vaccinés, tous rassurés », deuxième avec 1.000.000 Fcfa ; et « Abawhè », troisième avec 750.000 Fcfa. Quant au concours médiatique, 27 productions ont été reçues, dont 18 radios, 8 presses écrites et 1 télévision. À l'arrivée, Patrice Sokégbé, du quotidien Fraternité est sorti lauréat de la presse écrite et repart avec 500.000 Fcfa. Dans la catégorie, radio, Serge Fanou, de la radio rurale locale de Banikoara occupe la première place et empoche aussi 500.000 Fcfa. Un prix spécial genre a été attribué à Amélie Zonmadin, la candidature féminine ayant recueilli la meilleure note, toute catégorie confondue. La journaliste de la radio Tado

d'Abomey-Calavi est répartie avec 200.000 Fcfa. Quant au challenge Embarquons-nous pour la vaccination, huit lauréats ont été primés avec des gadgets. Le premier a fait vacciner 44 personnes. Le reste comptabilise 70 personnes vaccinées.



Les officiels Concours Covid-19 Unicef Benin

Notons que tous les lauréats ont également reçu des certificats de mérite. Leurs joies étaient énormes, et ils n'ont pas manqué de remercier l'UNICEF pour l'initiative. Ils s'engagent à continuer sur la même lancée pour que l'objectif soit atteint, même s'ils reconnaissent que le travail de terrain n'est pas une sinécure.

Une initiative salubre

Cette initiative de l'UNICEF vient donc à point nommé renforcer la volonté du gouvernement et des nations unies de protéger les populations contre les effets dévastateurs de cette pandémie qu'est la COVID-19. Pour Camille Baumann, représentante de l'ambassade de France, « au cœur de ce projet, se trouve la volonté de permettre à chacun d'avoir accès à une information fiable et de qualité sur la vaccination et sur la santé ». C'est pourquoi l'ambassade de France n'a ménagé aucun effort pour l'appuyer. Un effort que salue d'ailleurs Conrad Deguenon. Le représentant de l'Agence nationale des soins de santé primaires (ANSSP) remercie l'ambassade de France pour l'accompagnement, de même l'UNICEF pour sa disponibilité et son engagement, sans oublier tous les autres partenaires techniques qui de par leur nature constante les aident à améliorer la lutte contre la pandémie.

Un certificat de reconnaissance a été décerné par ailleurs, à cinq membres du comité d'organisation du Camp national Adjara 2022 qui a réuni 148 jeunes autour du thème « La déconstruction des rumeurs sur la vaccination contre la COVID-19 ». La désinformation détourne l'information, dicit

Josias Koularambaye. C'est pourquoi il a lancé cet appel fort à la fin de la cérémonie : « La Covid-19 n'est pas finie. Continuons la vaccination ; la sensibilisation afin de faire de ceux qui sont vaccinés des sensibilisateurs ».

Arsène AZIZAH

La France sous les projecteurs: Un appel urgent pour réinventer la coopération sanitaire en Afrique

Le mardi 20 juin 2023, l'Académie Nationale de Médecine a fait entendre sa voix de manière officielle à travers [un rapport](#) adopté par une majorité de 65 voix pour, 6 voix contre et 7 abstentions. Ce rapport, porteur d'une prise de position claire, met en lumière les lacunes et les défis auxquels la coopération sanitaire française est confrontée dans ses relations avec les pays à ressources limitées.



Malgré un passé glorieux de collaboration et d'expertise, la France semble ne plus être à la hauteur des attentes de ces nations en termes de soutien sanitaire. L'histoire de la France dans le domaine de la coopération sanitaire avec les

pays en développement remonte à plusieurs décennies. L'expertise médicale, les financements substantiels et les partenariats de recherche ont constitué les piliers de cette relation. Cependant, [le rapport](#) évoque un écart grandissant entre les promesses et la réalité de cette collaboration.

Le rapport pointe du doigt des choix stratégiques qui ont préféré privilégier les activités multilatérales au détriment des actions bilatérales insuffisamment financées. Cette approche a conduit à un manque de programmation, de coordination, de suivi et d'évaluation des projets.

En conséquence, le soutien aux maladies chroniques non transmissibles ainsi qu'à la lutte contre les carences chirurgicales est demeuré insuffisant a mentionné le rapport.

L'expertise française, qui a longtemps été un atout majeur, ne parvient plus à répondre aux besoins de gouvernance des organismes internationaux, à la formation en santé mondiale et à la coordination des actions sur le terrain, tout en interagissant avec les partenaires européens.

Face à ces constats, [le rapport](#) émet des recommandations cruciales pour rétablir la cohérence, l'efficacité et la visibilité de la coopération sanitaire française. L'une des propositions phares consiste à mettre en place un Haut Conseil en Santé mondiale. Ce conseil serait chargé de définir, élaborer, suivre et évaluer une stratégie globale de coopération sanitaire entre la France et les pays à ressources limitées. Cette initiative pourrait offrir une plateforme pour une planification à long terme, une coordination efficace et

une mise en œuvre judicieuse des projets de santé.

Retenons que le rapport de l'Académie Nationale de Médecine sonne comme un appel à l'action pour la France afin qu'elle revitalise sa coopération sanitaire avec les pays à ressources limitées. L'objectif est de rétablir un partenariat solide, engagé et efficace, tout en faisant face aux défis émergents et en garantissant que l'expertise française continue de jouer un rôle majeur dans la santé mondiale.

Megan Valère SOSSOU